

PLAN SOCIAL À LA PJJ :

MORITURI TE SALUTANT

Jeudi 31 juillet. En plein été caniculaire, les agent.e.s de la PJJ sont soit en état de torpeur (en congés bien mérités, chauffé.e.s par un soleil de plomb, bercé.e.s par la houle maritime ou océane et par les Jeux), soit en service, suant et trimant pour faire en demi-équipe ce qu'ils/elles ont l'habitude de faire en équipe complète...

Personne n'imagine un seul instant que dans les plus hautes instances de la DPJJ se prépare **un plan machiavélique** : profiter de ce moment idéal pour supprimer près de 500 postes de contractuels sur tout le territoire !

Mais que se passe-t-il ? Est-ce encore possible de virer près de 500 personnes en 2024 dans le Service Public ?

Non, nous devrions probablement utiliser un langage vieux de plus de 2000 ans pour comprendre ce qui se déroule de nos jours à la PJJ...

Manquent 1,8 millions de sesterces dans les coffres



L'imperator (empereur/impératrice) Caroline NISAND vient d'annoncer à tou.te.s les consul.e.s des provinces gauloises la suppression de ces « soldats de la République », alors que la plupart avaient obtenu la confirmation du renouvellement de leur *contractum*, et que certains étaient même partis en vacances le cœur léger !

Impossible de payer la solde ! Ces valeureux guerriers qui, jusqu'à maintenant, combattaient le déterminisme social et éduquaient à la « *dura Lex sed Lex* »¹ avec professionnalisme et courage se voient à la fin du mois d'août : congédiés, mis à la porte, virés, humiliés, bafoués...

Caroline NISAND bégaie le 31 juillet des prétextes fallacieux, pertes budgétaires, pour justifier le choix honteux de limoger tou.te.s nos collègues contractuel.le.s : prime bidule, décret truc, trajectoire de recrutement machin.

Un peu de respect, taisez-vous donc !

« **Avé Clara Maria CASANOVA, morituri te salutant** »²

Avé Madame la Directrice Inter-Régionale Grand-Est, ceux/celles qui vont mourir te saluent ! Puisque vous êtes notre interlocutrice, nous vous transmettons ce message : les élu.e.s CGT PJJ Grand-Est, qui les représentent, suggèrent :

- **un moratoire** sur les non renouvellements d'agent.e.s contractuel.le.s (ça veut dire stop, on met en pause et on réfléchit) et la création d'une commission intersyndicale de crise qui permettrait de faire l'état des lieux des dépenses de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et dont le but serait de participer à assainir les comptes de la DPJJ pour que les emplois de terrain soient maintenus,
- **la démission** de Madame Caroline NISAND et de tout son staff incompetent, incapables d'anticiper un budget, incapables de sécuriser les parcours des agent.e.s contractuel.le.s et les missions des services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Les hauts salaires de ces bureaucrates permettront sans doute de conserver quelques dizaines de collègues à nos côtés pour accompagner les jeunes au civil ou au pénal et leurs familles...

Nous n'avons pas besoin de gratte-papiers, **nous avons besoin de nos collègues sur le terrain et dès maintenant !**

1. « La Loi est dure, mais c'est la Loi »

2. « Avé Claire-Marie CASANOVA, ceux qui vont mourir te saluent »